



MISSION ON THE STATE OF
UN SECRETARY GEN

GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org

FÉVRIER-MARS 2026

www.fr.campaignforeducation.org

**COMME
BUZZZ**

Table des matières

P4

Financer une éducation favorisant l'égalité des sexes : un impératif de justice pour les femmes et les filles ([Cliquez](#))

P17

Réflexions sur la 70e session de la Commission de la condition de la femme : défendre la justice de genre en période de recul ([Cliquez](#))

P21

L'équité au cœur des préoccupations : ce que le rapport GEM 2026 signifie pour le droit à l'éducation ([Cliquez](#))

P29

Le leadership local au cœur de l'action : la société civile façonne la nouvelle orientation stratégique de l'ECW ([Cliquez](#))

P32

Plaider en faveur de l'éducation à la paix en Arménie ([Cliquez](#))

P34

« Nous sommes là » : les enseignants d'Artsakh entretiennent l'espoir grâce à l'éducation ([Cliquez](#))

P37

GCE France : 10 ans d'action collective pour l'éducation pour tous ([Cliquez](#))

P39

Le Réseau de l'éducation du Cameroun adopte une nouvelle politique en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale pour la période 2026-2030 ([Cliquez](#))

P41

CONCEPT DRC remet un rapport citoyen sur le Pacte de partenariat pour l'éducation ([Cliquez](#))

P45

Renforcer la responsabilisation dans le domaine de l'éducation à Tanganyika, en République démocratique du Congo ([Cliquez](#))

P48

Un centre de jeunesse en Guinée lance une formation destinée aux « gouvernements d'enfants » dans les écoles publiques ([Cliquez](#))

Table des matières

P51

Numérisation de l'éducation : bilan du projet « GénérationDigital ! » de la GIZ ([Cliquez](#))

P53

COSYDEP Sénégal : De la justice fiscale mondiale à l'action locale en faveur de l'éducation publique ([Cliquez](#))

P58

GCE et ses partenaires se mobilisent pour défendre le droit à l'éducation au Soudan ([Cliquez](#))

P63

Investir dans l'éducation des filles au Togo ([Cliquez](#))

P67

Mettre en place des systèmes éducatifs résilients dans la région arabe ([Cliquez](#))

**Vous pouvez consulter ce numéro du GCE Buzz
sur le site web du GCE à l'adresse suivante :
www.fr.campaignforeducation.org**

CME BUZZ

Février - mars 2026



Campaña
Latinoamericana
por el Derecho
a la Educación



Financer une éducation transformatrice en matière d'égalité des sexes comme voie vers la justice pour les femmes et les filles



ÉVÈNEMENT
PARALLÈLE

Scan pour s'inscrire



Format de l'événement parallèle : en ligne

17 mars 2026

8 h 30 HAE/14 h 30 HATS

Financer une éducation favorisant l'égalité des sexes : un impératif de justice pour les femmes et les filles

L'éducation transformatrice en matière de genre (GTE) s'impose rapidement comme l'un des leviers les plus puissants pour faire progresser la justice en faveur des femmes et des filles, mais elle reste gravement sous-financée et politiquement fragile.

Des défenseurs se sont réunis pour appeler à une action plus forte en matière d'éducation et d'égalité des sexes lors de l'événement parallèle virtuel des ONG organisé dans le cadre de la 70e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (CSW70), intitulé « Financer l'éducation transformatrice en matière de genre comme voie vers la justice pour les femmes et les filles ». Ils ont souligné que si le monde est véritablement déterminé à garantir l'accès à la justice, il doit également s'engager à financer une éducation qui transforme les normes de genre, et non pas se contenter d'élargir l'accès.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Cet événement était organisé conjointement par la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA), le Réseau africain pour l'éducation pour tous (ANCEFA), l'Association Asie-Pacifique du Sud pour l'éducation de base et des adultes (ASPBAE) et la Campagne latino-américaine pour le droit à l'éducation (CLADE).

En ouverture de la session, les co-modérateurs Lae Santiago, responsable du plaidoyer et de l'engagement des jeunes à l'ASPBAE, et Israel Quirino, assistant de programme au CLADE, tous deux membres du Groupe d'action des jeunes de la GCE, ont inscrit la discussion dans le cadre du thème de la CSW70, à savoir le renforcement de l'accès à la justice pour toutes les femmes et les filles. Ils ont mis en évidence un recul alarmant de l'égalité des genres, une recrudescence de la violence, y compris la violence numérique, et un rétrécissement de l'espace civique.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Nelsy Lizarazo, vice-présidente de la GCE et coordinatrice générale de la CLADE, a approfondi cette réflexion en exposant six idées clés expliquant pourquoi le financement de l'éducation des filles est une question de justice. Premièrement, elle a souligné qu'il ne peut y avoir de justice sans justice de genre, ni de justice de genre sans démantèlement des barrières sexistes ancrées dans les systèmes d'éducation publique. Deuxièmement, elle a souligné que des millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés et que beaucoup de ceux qui le sont ne peuvent pas apprendre dans des environnements inclusifs et sûrs, tandis que l'exclusion des femmes adultes des possibilités d'éducation reste largement invisible. Troisièmement, elle a souligné que l'Éducation des filles s'attaque directement à ces injustices en créant des espaces d'apprentissage sûrs et inclusifs et en permettant aux filles, aux adolescentes et à tous les apprenants d'apprendre dans des conditions équitables. Quatrièmement, elle a fait valoir que cela nécessite de s'attaquer à la « matrice » profonde des relations de pouvoir culturelles, sociales, politiques et économiques qui, au fil des siècles, a normalisé la discrimination, les hiérarchies et la subordination, et de redéfinir les rôles imposés tant aux filles qu'aux garçons, y compris les attentes néfastes qui pèsent sur les hommes et les garçons pour qu'ils soient des « protecteurs ».

CME BUZZ

Février - mars 2026



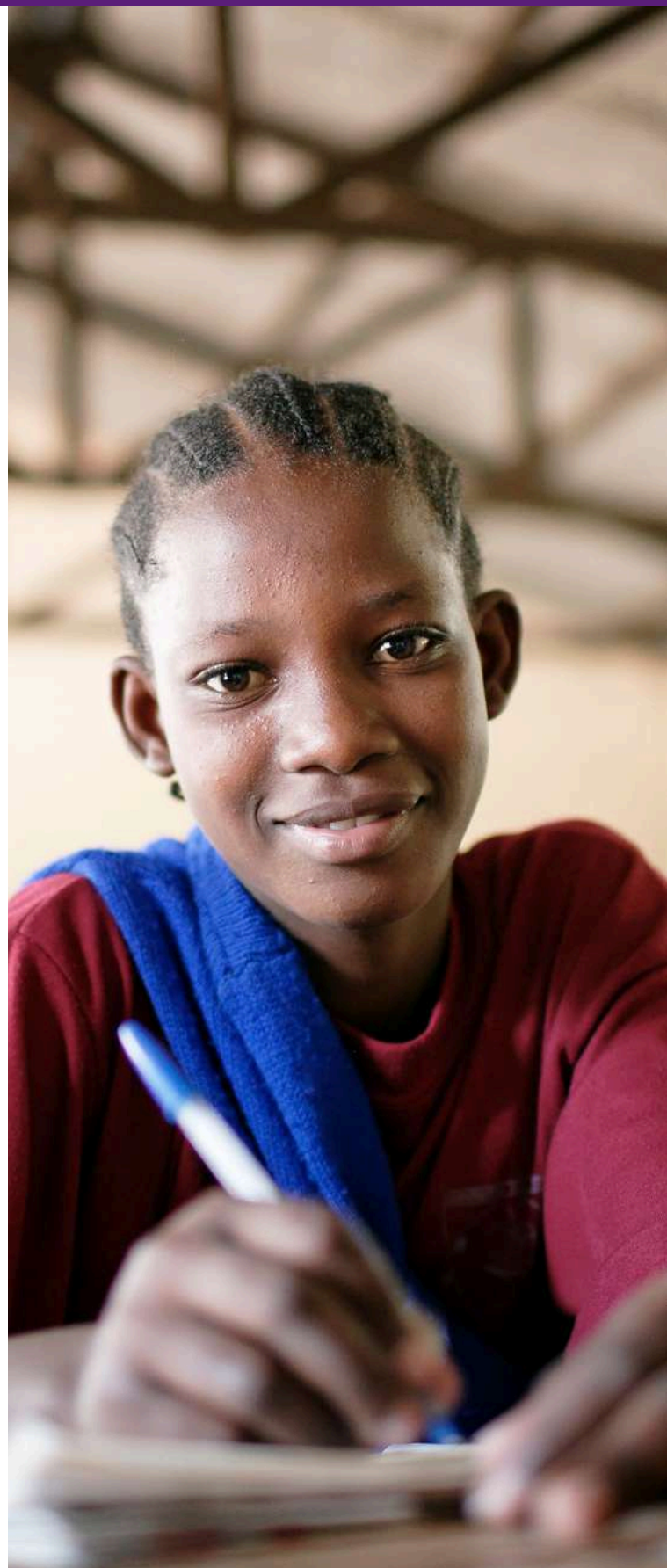
Cinquièmement, elle a souligné que les enseignants et les établissements scolaires eux-mêmes devaient se transformer – qu’il s’agisse des programmes scolaires et des manuels ou de la lutte contre la violence sexiste, de la santé menstruelle et de la sécurité dans les transports –, car les éducateurs sont eux aussi formés au sein de ce même système inégalitaire. Enfin, elle a souligné que tout cela dépendait d’un financement durable et suffisant de l’éducation, explicitement fondé sur la justice de genre, avec une budgétisation sensible au genre et transformatrice en matière de genre afin d’éliminer les obstacles structurels pour les filles, les adolescents et les apprenants de divers genres, et de garantir que les ressources changent véritablement les conditions sur le terrain plutôt que de reproduire les inégalités existantes.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Giovanna Modé, conseillère en politiques et plaidoyer chez GCE, a souligné que l'initiative GTE :

- Donne aux femmes, aux filles et aux apprenants de tous genres les moyens d'acquérir une conscience de leurs droits, une autonomie d'action et des compétences en leadership afin de faire valoir la justice devant les tribunaux, au sein des communautés et au sein des parlements.
- Remet en cause la « matrice » des pouvoirs culturels, sociaux, politiques et économiques qui normalise la discrimination, la subordination et la violence de genre.
- Exige un changement systémique – allant des programmes scolaires et de la pédagogie aux environnements d'apprentissage sûrs, en passant par la formation des enseignants et les mécanismes de responsabilisation – et ne se limite pas simplement à « scolariser davantage de filles ».



CME BUZZ

Février - mars 2026



Témoignages de la région : l'éducation face à la crise et à l'exclusion

Une intervention de Yara Alawad, de la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) en Palestine, a rappelé aux participants que la justice en matière d'éducation ne peut être dissociée de la paix, de la sécurité et de la dignité. Elle a décrit comment les conflits, les déplacements de population, les crises économiques et l'instabilité politique dans toute la région arabe perturbent l'apprentissage de millions de personnes, les filles étant souvent les premières à abandonner l'école lorsque les familles sont confrontées à l'insécurité et à la pauvreté. Dans de tels contextes, l'éducation est souvent le premier système à être perturbé et le dernier à se rétablir, et les filles sont confrontées à des obstacles multiples, tels que des trajets dangereux, des normes restrictives et des risques accrus de mariage précoce et de violence, qui rendent l'éducation des filles en situation d'urgence à la fois urgente et difficile.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Ram Gaire, de la Campagne nationale pour l'éducation (NCE) au Népal et membre du Conseil d'administration de l'Éducation pour tous (EPT), a montré comment les filles marginalisées, notamment les filles dalits et autochtones, les filles en situation de handicap, les mères adolescentes et celles vivant dans la pauvreté ou dans des zones touchées par des conflits, restent les plus laissées pour compte malgré de fermes engagements politiques. Il a présenté des exemples concrets de changement, notamment un programme d'apprentissage accéléré de « rattrapage » qui a permis de réinscrire des filles non scolarisées grâce à un programme condensé et à une formation au leadership ; des réseaux d'éducation inclusive et destinés aux filles qui rassemblent des filles, des jeunes, des enseignants et les autorités ; ainsi que des mécanismes de plainte et d'intervention dans les écoles qui commencent à rendre les espaces d'apprentissage plus sûrs et plus adaptés aux besoins. Il est encourageant de constater que certaines administrations locales allouent désormais des budgets spécifiques pour soutenir ces initiatives, notamment des bourses d'études, des installations d'hygiène menstruelle, des toilettes séparées et sûres, ainsi que des indicateurs sensibles au genre dans les plans locaux.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Dette, justice fiscale et marge de manœuvre budgétaire

S'exprimant depuis le Sénégal, Khaita Sylla, directrice nationale d'ActionAid Sénégal et représentante de la Tax Education Alliance, a mis en lumière l'économie politique du financement. Elle a souligné que même lorsque des pays comme le Sénégal atteignent ou dépassent sur le papier les normes internationales en matière de dépenses d'éducation, des contraintes structurelles telles que le poids de la dette, des règles fiscales inéquitables et les flux financiers illicites sapent les ressources nécessaires à la transformation des systèmes. Les pertes annuelles colossales dues à l'évasion fiscale des multinationales et à la fraude fiscale des plus fortunés s'ajoutent à la hausse des coûts du service de la dette, tandis que les mesures d'austérité se traduisent trop souvent par une réduction des effectifs enseignants et une baisse de leur rémunération, des classes surchargées et dangereuses, ainsi que par une pression en faveur de la privatisation de l'éducation.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Khaita a souligné que ces choix ne sont jamais neutres du point de vue du genre et que, lorsque les services publics se réduisent, les femmes assument une plus grande part des tâches de soins non rémunérées, tandis que les filles risquent davantage d'être retirées de l'école. Il est donc essentiel de combler les niches fiscales, d'introduire des systèmes fiscaux progressifs et sensibles au genre, et de promouvoir la justice fiscale afin de créer un véritable espace budgétaire pour la GTE. Elle a également souligné que la future Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale constituait une occasion historique d'exiger un régime fiscal mondial féministe qui réattribue plus équitablement les droits d'imposition aux pays du Sud et reconnaisse la justice fiscale comme une condition préalable à l'égalité des sexes.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Placer l'éducation transformatrice en matière de genre au cœur du système éducatif

S'exprimant au nom de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), Natasha Harris-Harb, responsable des mouvements de jeunesse et du leadership féministe, a fait valoir que réduire les efforts en faveur de l'égalité des sexes en temps de crise constituait non seulement une erreur morale, mais aussi une mauvaise décision en matière d'investissement.

S'appuyant sur des données du Réseau féministe pour une éducation transformatrice en matière de genre et de l'initiative « Gender at the Centre », elle a démontré que l'éducation transformatrice en matière de genre (GTE) avait de puissants « effets multiplicateurs », tels que l'amélioration de l'apprentissage, de la santé et du bien-être ; la baisse des taux de mariages précoces et forcés ; l'augmentation de la participation économique ; et la réduction de la violence et des conflits, autant d'éléments qui génèrent des retombées sociales et économiques significatives.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Les points de vue des pouvoirs publics et des acteurs multilatéraux, notamment les contributions de la Direction nationale de la santé scolaire et des questions transversales du Mozambique et de Sally Gear, responsable des pratiques en matière d'égalité des sexes et d'inclusion au sein du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), ont souligné la nécessité de passer de projets ponctuels à des réformes systémiques s'étalant sur plusieurs années. Cela implique de protéger et d'augmenter les budgets de l'éducation, d'intégrer l'égalité des genres et l'inclusion dans les plans sectoriels, d'associer les mouvements féministes et de jeunesse au dialogue politique, et de renforcer les données intersectionnelles et la responsabilité afin que les décisions de financement soient fondées sur les réalités du terrain.



CME BUZZ

Février - mars 2026



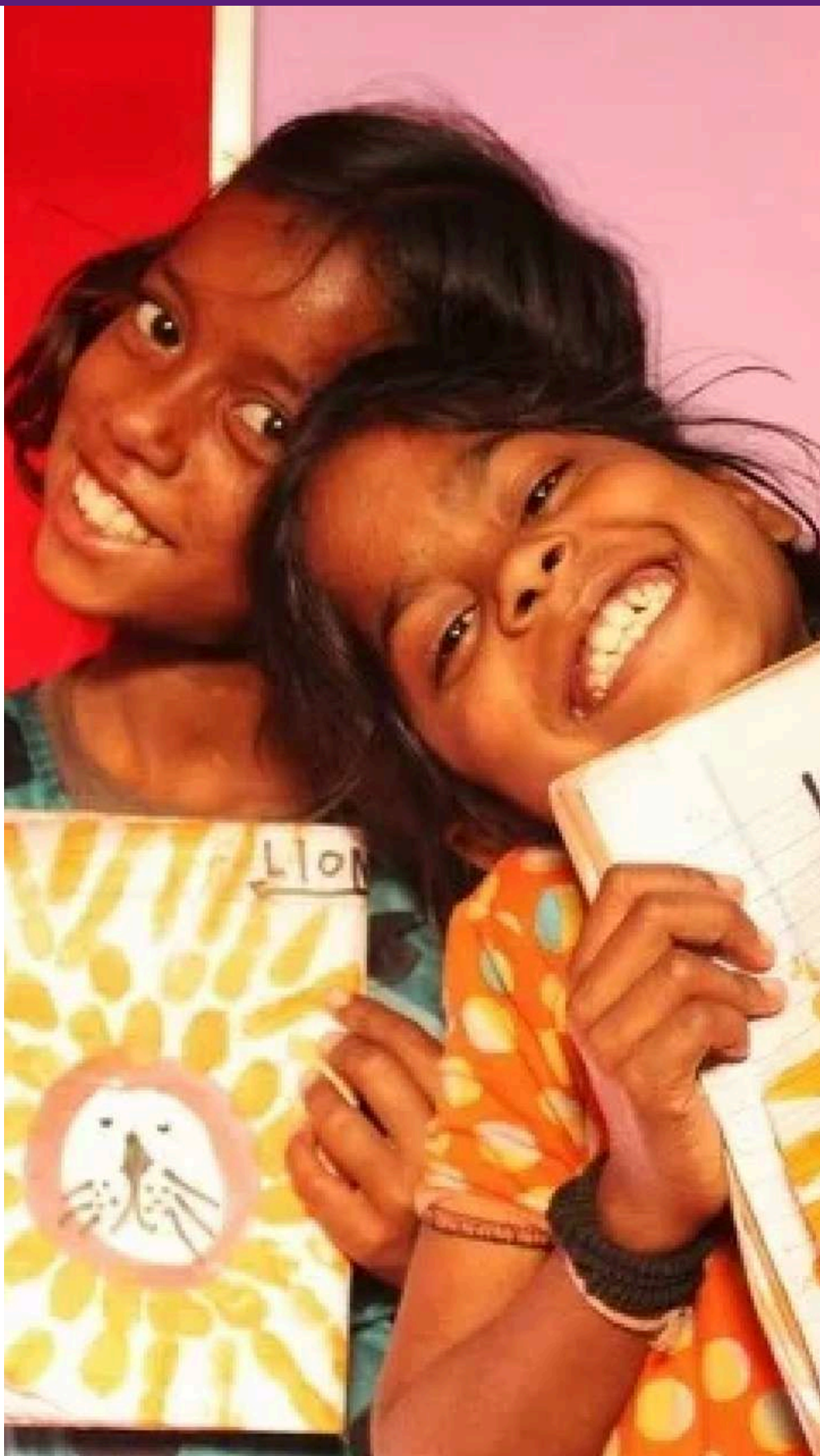
Un programme commun

Lors de la séance de clôture, Susmita Choudhury, consultante en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale auprès de la GCE, a invité les participants à citer des mesures concrètes que leurs organisations pourraient mettre en œuvre au cours des 24 prochains mois. Dans toutes les régions et tous les secteurs, ils se sont mis d'accord sur des priorités communes, notamment : intensifier le plaidoyer budgétaire fondé sur des données factuelles qui lie le financement aux résultats en matière d'égalité des sexes ; renforcer la budgétisation sensible au genre et transformatrice en matière de genre ; briser les cloisonnements entre les mouvements pour l'éducation, le féminisme et la justice économique ; renforcer le leadership des jeunes dans le plaidoyer sur le financement de l'éducation ; et investir dans des communications qui rendent la GTE visible et convaincante aux yeux des décideurs et du grand public.

CME BUZZ

Février - mars 2026

La session s'est achevée par une ferme déclaration de solidarité envers les femmes et les filles qui vivent dans des situations de guerre et d'occupation, et dont les droits à la vie, à la sécurité et à l'éducation sont violemment bafoués. Pour la CME et ses partenaires régionaux, la 70e session de la Commission de la condition de la femme (CSW70) a été l'occasion de réaffirmer que l'accès à la justice doit inclure le droit à une éducation publique bien financée et favorisant l'égalité des sexes pour tous.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Réflexions sur la 70e session de la Commission de la condition de la femme : défendre la justice de genre en période de recul

Sous le thème du renforcement de l'accès à la justice pour toutes les femmes et les filles, la 70e session de la Commission de la condition de la femme (#CSW70) s'est achevée le 19 février 2026, marquée à la fois par des progrès et des tensions. Pour la première fois en 70 ans d'existence, le document final a été adopté par un vote plutôt que par consensus, comme lors des éditions précédentes.

La délégation américaine a refusé de se rallier à une adoption par consensus et a demandé à la place un vote sur le résultat final. Les 44 membres de la Commission de la condition de la femme ont tous participé au vote. Le document a été adopté par 37 voix pour, une voix contre (les États-Unis) et six abstentions (Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Égypte, Mali, Mauritanie et Arabie saoudite).

CME BUZZ

Février - mars 2026

Malgré les tentatives visant à édulcorer les dispositions clés relatives à l'égalité des sexes, au changement climatique, à la diversité et aux droits reproductifs, les conclusions adoptées réaffirment les engagements en faveur de systèmes juridiques inclusifs et équitables, de l'élimination des lois et pratiques discriminatoires, ainsi que le renforcement des engagements visant à prévenir la violence à l'égard des femmes, parallèlement à des domaines émergents tels que la justice numérique et la gouvernance de l'IA, essentiels pour élargir l'accès à la justice dans le monde d'aujourd'hui.

Deux autres mesures sans précédent ont été prises par les États-Unis vers la fin de la session. Lors de la présentation de la résolution habituellement non controversée sur les femmes, les filles et le VIH/sida, les États-Unis ont demandé un vote. Par la suite, ils ont présenté une résolution distincte visant à définir le « genre » selon une conception étroite et binaire, limitée aux « hommes et aux femmes ». Ces deux initiatives ont été rejetées par une majorité d'États membres.



CME BUZZ

Février - mars 2026

Dans un contexte de régression croissante, l'action collective et une vigilance constante sont indispensables. Les organisations féministes de la société civile se sont rangées aux côtés des gouvernements pour défendre les acquis obtenus de haute lutte et le multilatéralisme.

« Nous saluons vivement la prise de position décisive des États membres, de la société civile et des mouvements féministes en faveur du multilatéralisme et des normes négociées visant à faire progresser l'égalité des sexes, qui s'est manifestée lors de la clôture de la CSW70. Ce faisant, ils ont réaffirmé l'intégrité et la crédibilité des cadres convenus. La Déclaration et le Programme d'action de Pékin ne peuvent être réécrits unilatéralement. Ces dynamiques ne sont pas isolées. Elles s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus larges, coordonnés et continus menés par des acteurs anti-droits pour réexaminer et remodeler les engagements établis », indique la Déclaration de la Coalition féministe transnationale sur la CSW70 – Défendre l'égalité des sexes dans l'espace multilatéral.

Lisez la déclaration [ICI](#), qui souligne également la nécessité d'une vigilance continue.



CME BUZZ

Février - mars 2026



CSW70 COMMISSION ON THE STATUS OF WOMEN 70TH SESSION | UN SECRETARY GENERAL'S ADDRESS

Éducation transformatrice en matière de genre (GTE)

Dans ce contexte, le rôle de l'éducation en tant que moteur de la justice devient encore plus urgent. La GCE s'est activement engagée dans la 70e session de la Commission de la condition de la femme (CSW70) et au Forum parallèle des ONG, contribuant ainsi aux efforts collectifs de plaidoyer et mettant en avant un message clé : la justice de genre ne peut être atteinte sans une éducation transformatrice en matière de genre (GTE). Giovanna Modé, conseillère en politiques et plaidoyer à la GCE, a participé à ces événements.

L'éducation transformatrice en matière de genre va au-delà de la simple garantie de l'accès à l'éducation pour les filles. Elle vise à transformer les systèmes, les structures et les normes mêmes qui perpétuent les inégalités. En dotant les apprenants de connaissances, de capacités de réflexion critique et d'un fort sentiment d'autonomie, la GTE permet aux individus de remettre en question les normes de genre néfastes, de s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir et de participer de manière significative aux processus décisionnels.

CME BUZZ

Février - mars 2026

L'équité au cœur des préoccupations : ce que le rapport GEM 2026 signifie pour le droit à l'éducation

« Les politiques financières ne sont pas neutres. Elles doivent être axées sur l'équité afin de garantir l'apprentissage et, en fin de compte, le droit à une éducation de qualité. » Ce message a servi de cadre au lancement du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) 2026, présenté au siège de l'UNESCO à Paris, où les représentants de la société civile, notamment les membres et partenaires de la CME, ont débattu de ses principales conclusions et implications. Macarena Romero, qui fait partie de Fe y Alegría et de la CME Espagne, a assisté au lancement, transmettant les messages de l'ensemble du mouvement de la CME et partageant ses réflexions et ses impressions sur l'événement.



CME BUZZ

Février - mars 2026



2026 GEM Report: Access and equity Countdown to 2030



Le rapport propose une analyse nuancée mais urgente, soulignant que, si des progrès ont été accomplis, ceux-ci restent profondément inégaux et que beaucoup trop d'apprenants continuent d'être laissés pour compte. Depuis 2000, les effectifs scolaires mondiaux ont considérablement augmenté à tous les niveaux d'enseignement. Pourtant, aujourd'hui, 273 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes ne sont toujours pas scolarisés, ce qui marque la septième année consécutive d'augmentation. Cela signifie qu'un jeune sur six dans le monde se voit encore refuser son droit à l'éducation.

Au rythme actuel, l'achèvement universel, initialement prévu pour 2030, ne sera pas atteint avant le siècle prochain. Cette double réalité met en évidence un point crucial : élargir l'accès ne suffit pas à lui seul. Sans une attention particulière portée à l'équité, les progrès risquent de renforcer les inégalités existantes.

CME BUZZ

Février - mars 2026

1 in 6
children
worldwide are
**excluded from
education**

Institute for Statistics

Global Education
Monitoring Report



L'une des propositions centrales du rapport consiste à repenser la manière dont les objectifs mondiaux en matière d'éducation sont fixés et mis en œuvre. Plutôt que de s'appuyer sur des critères mondiaux uniformes, il invite les pays à définir leurs propres objectifs nationaux, ambitieux mais réalisables, ancrés dans les réalités locales et dont la responsabilité incombe avant tout à leurs citoyens.

Si cette approche peut renforcer l'appropriation et la pertinence, elle soulève également d'importantes préoccupations. Une évolution vers des objectifs définis au niveau national ne doit pas affaiblir les normes universelles inscrites dans les cadres internationaux relatifs aux droits de l'homme.

CME BUZZ

Février - mars 2026

**Universal secondary
education will not
be achieved
in this
century**



L'équité passe par des choix politiques

Le rapport GEM montre clairement que la réalisation de l'équité n'est pas seulement un défi technique, mais aussi un défi politique. Elle nécessite des décisions politiques mûrement réfléchies qui accordent la priorité aux plus défavorisés.

Il est encourageant de constater que de nombreux pays ont renforcé leurs lois en matière d'éducation inclusive et étendu l'enseignement obligatoire et gratuit. Le rapport souligne toutefois que ce sont les politiques elles-mêmes qui doivent faire l'objet d'un suivi, et pas seulement leurs résultats. Pour garantir la responsabilité, il est essentiel de savoir qui prend les décisions et dans l'intérêt de qui.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Le financement apparaît comme un facteur déterminant. Un financement public et équitable, ciblant les régions défavorisées, les écoles et les apprenants, est essentiel pour surmonter les obstacles structurels. Bien que des mécanismes tels que les programmes d'alimentation scolaire et les transferts ciblés se soient développés, la plupart des pays ne disposent toujours pas de cadres de financement suffisamment solides et axés sur l'équité.

Comme le souligne le mouvement de la CME dans son plaidoyer en cours lié à la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), la fiscalité régressive, le fardeau insoutenable de la dette et les mesures d'austérité imposées par les institutions financières internationales continuent de freiner l'investissement public dans l'éducation.

Dans de nombreux pays à faible revenu, les niveaux d'endettement ont atteint des sommets historiques, les gouvernements consacrant davantage de dépenses au service de la dette qu'à l'éducation. Ces contraintes touchent de manière disproportionnée les femmes, les filles, les communautés racialisées et d'autres groupes marginalisés.

CME BUZZ

Février - mars 2026

©UNESCO GEM Report / Rooftop

273 million
children, adolescents
and youth are
out of school



Les réalités qui se cachent derrière les moyennes

Du point de vue du mouvement mondial en faveur de l'éducation, plusieurs aspects essentiels restent insuffisamment pris en compte dans les débats internationaux.

Premièrement, l'exclusion se concentre de plus en plus dans certains secteurs spécifiques. Les situations de crise en font partie. Les conflits, les déplacements forcés et les urgences liées au climat continuent de perturber les systèmes éducatifs et privent des millions d'enfants d'un accès sûr et continu à l'apprentissage.

Deuxièmement, les enfants en situation de handicap restent parmi les plus marginalisés. Des obstacles persistants, notamment des infrastructures inaccessibles, le manque d'enseignants formés et des systèmes de soutien inadéquats, limitent leurs chances de s'inscrire à l'école, d'y rester et de mener leur scolarité à bien. L'inclusion doit être systémique, et non une simple réflexion après coup.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Les inégalités entre les sexes persistent également et, dans certains contextes, s'aggravent, sous l'effet de facteurs tels que le mariage des enfants, la violence sexiste et les normes discriminatoires.

Parallèlement, l'érosion de l'enseignement public gratuit est une préoccupation croissante. Les frais de scolarité, les coûts cachés et les tendances à la privatisation sapent le principe d'une éducation gratuite et de qualité et excluent de manière disproportionnée les plus défavorisés.

Ces défis sont étroitement liés. Les enfants confrontés à des formes multiples et cumulées de marginalisation, comme les filles handicapées dans les zones de conflit, sont les plus exposés au risque d'exclusion. La discrimination raciale et ethnique aggrave encore ces inégalités, en particulier pour les communautés autochtones, d'ascendance africaine et minoritaires.

CME BUZZ

Février - mars 2026

1 in 3

students

do not complete

secondary school



Le racisme reste un obstacle majeur à l'égalité dans l'éducation

Également présente lors du lancement, ActionAid International, membre de la GCE, a publié un article de blog dans lequel elle affirme que, bien que « l'accès et l'équité » aient été désignés comme thème central du Rapport mondial sur l'éducation 2026, ce dernier n'aborde pas les conditions structurelles du racisme, du système des castes et de la discrimination religieuse, ethnique et linguistique. Ce sont précisément ces conditions qui empêchent les enfants issus de communautés minoritaires à travers le monde d'accéder à l'éducation et d'y participer. « Le racisme structurel, sous toutes ses formes, doit être considéré comme un obstacle à la réalisation de l'ODD 4. Ne pas reconnaître le racisme comme un problème d'« équité » est précisément ce qui permet au racisme de persister et ce qui mènera à l'échec des objectifs mondiaux de développement ».

Lisez l'intégralité de l'article sur le site web d'ActionAid International [ICI](#).

CME BUZZ

Février - mars 2026

Le leadership local au cœur de l'action : la société civile façonne la nouvelle orientation stratégique de l'ECW

À un moment critique pour le secteur de l'éducation en situation d'urgence, marqué par la multiplication des conflits, la réduction des financements humanitaires, les défis posés au multilatéralisme et une refonte plus large du système d'aide, l'initiative « L'éducation ne peut attendre » (ECW) a convoqué une réunion de son comité exécutif (ExCom).



CME BUZZ

Février - mars 2026



Odinakachi Divine Ahanonu, de la Coalition d'action de la société civile pour l'éducation pour tous (Nigeria), membre de la GCE, a participé en tant que représentante du Comité exécutif du groupe des ONG nationales, aux côtés des groupes des ONG internationales, des enseignants et des jeunes, ainsi que de partenaires tels que le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE).

Les discussions ont porté sur des questions clés, notamment le nouveau Plan stratégique de l'ECW (2027-2030) et son argumentaire en faveur de l'investissement, avec pour objectif de garantir la concrétisation du droit à l'éducation pour tous les enfants touchés par des crises, leur permettant ainsi d'apprendre en toute sécurité et sans interruption.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Les préparatifs en vue de la prochaine reconstitution des ressources ont également commencé. L'ECW sollicite 600 millions de dollars pour la période 2027-2030 afin d'atteindre 10 millions d'enfants touchés par une crise, de venir en aide aux réfugiés et aux élèves déplacés, de contribuer à la construction de 12 000 écoles, ainsi que de former et d'accompagner 150 000 enseignants dans des situations d'urgence.

Il existe un engagement fort en faveur de la localisation – le renforcement du leadership au plus près des communautés touchées – qui répond aux demandes de longue date de la société civile et offre une occasion cruciale de rééquilibrer le pouvoir au sein de l'éducation en situation d'urgence. C'est un moment décisif pour le secteur. Le leadership local doit désormais passer de l'engagement à la mise en œuvre.

Plaider en faveur de l'éducation à la paix en Arménie

À l'occasion de la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre 2025, le Centre arménien pour la protection des droits constitutionnels (ACRPC) a organisé à Vanadzor une table ronde sur le thème « Droits de l'homme et État de droit : contextes national et international », en accordant une attention particulière aux situations en Arménie et en Artsakh.

Cet événement a réuni des experts et des représentants de la société civile afin d'examiner les défis actuels en matière de droits de l'homme et d'explorer des voies concrètes vers des solutions plus justes et durables. L'accent a été mis sur le pouvoir de l'éducation aux droits de l'homme et à la paix en tant qu'outils essentiels pour renforcer l'État de droit, prévenir les conflits et bâtir des sociétés plus inclusives et résilientes.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Au cours des exposés et des discussions de groupe, les participants ont souligné l'importance de sensibiliser les jeunes et les communautés aux principes des droits de l'homme, aux valeurs démocratiques, à la non-violence et aux normes juridiques internationales. Ils ont insisté sur le fait que les lois et le plaidoyer politique ne suffisent pas à eux seuls et qu'ils doivent s'accompagner d'efforts à long terme en matière d'éducation et d'apprentissage, afin de donner aux citoyens les moyens de faire valoir leurs droits et de participer à une transformation sociale pacifique.

La table ronde s'est conclue sur le message selon lequel investir dans l'éducation aux droits de l'homme et à la paix n'est pas seulement un moyen de prévenir de futures violations, mais constitue également un fondement stratégique pour la justice, la responsabilité et une paix durable en Arménie, en Artsakh et au-delà.

CME BUZZ

Février - mars 2026

**« Nous sommes
là » : les
enseignants
d'Artsakh
entretiennent
l'espoir grâce à
l'éducation**

Le 18 janvier 2026, le Centre de préservation culturelle de l'Artsakh et la MOONQ TechnoSchool, qui coordonne la Coalition GCE Artsakh, ont réuni des communautés déplacées à Erevan, en Arménie, à l'occasion d'un événement public intitulé « We Are Here ».



CME BUZZ

Février - mars 2026



Cet événement a combiné une foire dynamique réunissant des entrepreneurs et des organisations originaires de l'Artsakh déplacés de force avec un concert de clôture, mettant en avant le potentiel créatif, éducatif et productif des Arméniens de l'Artsakh malgré le traumatisme lié à leur déplacement. L'éducation était au cœur de la manifestation. MOONQ TechnoSchool a présenté comment elle permet aux enfants et aux jeunes déplacés de poursuivre leur apprentissage en développant rapidement ses activités en Arménie, touchant désormais près de 300 élèves dans différentes régions grâce à des programmes qui renforcent leurs compétences numériques et technologiques.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Alors que le gouvernement arménien et ses partenaires internationaux ont lancé plusieurs programmes sociaux, des initiatives telles que la MOONQ TechnoSchool peinent à maintenir leurs activités, ayant repris leurs travaux en Arménie sans bénéficier d'aucun financement public ou international. L'événement « We Are Here » a rappelé que l'éducation et la culture restent des piliers essentiels de la résilience, de la dignité et de l'espoir pour les communautés déplacées d'Artsakh, et que ce travail a un besoin urgent d'un soutien à long terme.

CME BUZZ

Février - mars 2026

GCE France : 10 ans d'action collective pour l'éducation pour tous

En décembre 2025, GCE France a célébré son 10^e anniversaire en tant que moteur de la défense du droit à l'éducation en France et au sein du mouvement GCE dans son ensemble.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Cette célébration a réuni des partenaires nationaux et des alliés internationaux, notamment les coordinateurs des coalitions GCE du Burkina Faso et du Sénégal, soulignant ainsi une décennie fondée sur la solidarité, les échanges et la coopération interrégionale. Les participants ont évoqué la manière dont la coalition a contribué, au fil des ans, à façonner les débats sur les politiques éducatives, à mobiliser la société civile et à renforcer la collaboration avec les institutions publiques.

L'événement a été ponctué de photos, de vidéos et d'une présentation rétrospective percutante retraçant le parcours de la coalition, mettant en avant à la fois sa croissance institutionnelle et son impact au sein du réseau GCE au sens large. Alors que GCE France entame sa deuxième décennie, elle renouvelle son engagement en faveur d'une éducation inclusive, équitable et de qualité, ainsi que du renforcement de la solidarité internationale au sein de notre mouvement mondial.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Le Réseau de l'éducation du Cameroun adopte une nouvelle politique en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale pour la période 2026-2030

Le Réseau camerounais pour l'éducation pour tous (CEFAN) a validé sa politique en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale (PEGIS) pour la période 2026-2030. Cette politique actualisée guidera les efforts du CEFAN au cours des cinq prochaines années afin d'ancrer solidement les questions d'égalité des sexes et d'inclusion sociale dans sa gouvernance, ses programmes et ses partenariats.



CME BUZZ

Février - mars 2026



PEGIS définit cinq objectifs clés : institutionnaliser l'égalité des sexes et l'inclusion sociale au sein de la coalition ; intégrer systématiquement ces principes dans tous les projets ; renforcer le plaidoyer en faveur de politiques éducatives inclusives, sensibles au genre et transformatrices ; prévenir et lutter contre la discrimination et la violence sexiste dans l'éducation ; et promouvoir des partenariats inclusifs et responsables.

Ce nouveau cadre PEGIS servira de boussole pour les engagements de la CEFAN au cours des cinq prochaines années, garantissant que l'égalité des sexes et l'inclusion sociale ne soient pas seulement des principes sur le papier, mais des pratiques concrètes. En alignant sa gouvernance, ses programmes et ses partenariats sur ces engagements, la coalition réaffirme sa détermination à contribuer à la mise en place d'un système éducatif au Cameroun qui soit plus sûr, plus équitable et transformateur pour tous les apprenants.

CME BUZZ

Février - mars 2026



CONEPT DRC remet un rapport citoyen sur le Pacte de partenariat pour l'éducation

Le 19 mars 2026, la Coalition nationale pour l'éducation pour tous en République démocratique du Congo (CONEPT RDC) a remis son rapport sur la mise en œuvre du Pacte de partenariat au Secrétariat permanent pour l'appui et la coordination dans le secteur de l'éducation (SPACE). Ce rapport de suivi citoyen s'inscrit dans le cadre du plan de diffusion plus large de la CONEPT, une étape cruciale pour le plaidoyer sur les principaux défis identifiés autour du pilier clé de la réforme « Enseignants et enseignement de qualité ». Dans le cadre de cet effort, la remise officielle a été effectuée au SPACE, en tant qu'organisme gouvernemental chargé de piloter et de coordonner la politique éducative.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Sous la houlette du coordinateur Jacques Timbalanga, l'équipe CONEPT s'est rendue au siège de SPACE afin de présenter officiellement les conclusions de cet exercice de suivi, qui rassemble des données et des points de vue provenant de communautés de tout le pays. Le rapport met en évidence les facteurs favorables et les obstacles à la mise en œuvre du Pacte de partenariat et propose des mesures correctives visant à renforcer les réformes, en particulier celles concernant le statut, la formation et le soutien des enseignants.



CME BUZZ

Février - mars 2026

Ce passage de relais intervient à un moment crucial pour le secteur de l'éducation en République démocratique du Congo. SPACE prépare actuellement l'évaluation à mi-parcours du Pacte de partenariat et dirigera prochainement l'évaluation finale de la Stratégie sectorielle pour l'éducation et la formation, qui a pris fin le 31 décembre 2025. Une nouvelle stratégie intérimaire est en cours d'élaboration, et le rapport de CONEPT vise à garantir que les principales conclusions, les défis, les contraintes et les solutions proposées issus du suivi citoyen soient pleinement pris en compte dans ces processus stratégiques.



CME BUZZ

Février - mars 2026



EDUCATION

LA CONEPT RDC DEPOSE SON RAPPORT DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PACTE DE PARTENARIAT AU SPACE

En rendant compte de la mise en œuvre du pacte au cours des dernières années, le rapport met en avant les points de vue des communautés et des citoyens sur des questions telles que l'accès, la qualité et la gouvernance de l'éducation. Il définit également les priorités pour les cinq prochaines années, en mettant particulièrement l'accent sur la revitalisation de la profession enseignante et la garantie d'un apprentissage de qualité pour tous les enfants. Le secrétaire permanent de SPACE, le professeur Valère Munsya, a salué ce document, le qualifiant de contribution approfondie et hautement technique qui arrive à point nommé et qui alimentera directement l'examen à mi-parcours du partenariat.

La collaboration entre CONEPT RDC et SPACE montre comment la société civile et le gouvernement peuvent travailler ensemble pour renforcer la responsabilité dans le secteur de l'éducation. En intégrant les évaluations des citoyens dans les processus officiels d'examen et de planification, les partenaires visent à rétablir l'ordre dans le système, à améliorer les conditions de travail des enseignants et à garantir que chaque apprenant en RDC puisse bénéficier d'un système éducatif plus solide et plus équitable.

Vous pouvez regarder un bulletin d'information en français sur cette initiative [ICI](#).

CME BUZZ

Février - mars 2026



Renforcer la responsabilisation dans le domaine de l'éducation à Tanganyika, en République démocratique du Congo

Un atelier provincial organisé à Kalemie, dans la province du Tanganyika (République démocratique du Congo, RDC), a marqué une étape importante dans la concrétisation des engagements en matière d'éducation sur le terrain.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Organisé du 25 au 29 février 2026, cet atelier a réuni la coalition nationale pour l'éducation « CONEPT-RDC », les autorités provinciales, la société civile et les partenaires du secteur de l'éducation afin de se concentrer sur la mise en œuvre et le suivi citoyen du Plan d'action opérationnel (PAO). Cette réunion a également servi de cadre stratégique pour examiner le rapport de suivi citoyen sur le Pacte de partenariat national en vue de son évaluation à mi-parcours. Les participants se sont appuyés sur ces données issues des communautés et des écoles pour approfondir les principales conclusions et s'accorder sur des mesures correctives prioritaires, en mettant fortement l'accent sur la responsabilité, la disponibilité des données et la mise en œuvre effective des engagements.

Au cœur des discussions figurait la nécessité d'aller au-delà des intentions sur le papier en garantissant des budgets efficaces et en renforçant le contrôle public afin que les réformes éducatives se traduisent par une scolarisation de qualité. L'atelier a suscité un dialogue stratégique vigoureux sur le financement provincial de l'éducation, soulignant l'urgence de mobiliser et de mieux allouer les ressources propres du Tanganyika pour financer le PAO et les priorités fondamentales en matière d'éducation.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Les dirigeants provinciaux, les organisations de la société civile et les partenaires du secteur de l'éducation ont réaffirmé leur détermination à faire de l'éducation une véritable priorité pour chaque enfant, reconnaissant que cela nécessite un financement transparent, un suivi citoyen rigoureux et des améliorations concrètes dans les écoles, qu'il s'agisse des infrastructures, des manuels scolaires, du soutien aux enseignants ou de la mise en place d'environnements d'apprentissage accessibles.

L'atelier provincial organisé à Kalemie a marqué un tournant décisif, affirmant que l'éducation au Tanganyika ne peut plus se limiter à une promesse sur le papier, mais doit se concrétiser dans les salles de classe et au sein des communautés. En alignant les autorités provinciales, la société civile et les partenaires éducatifs autour de données factuelles communes, de mesures correctives claires et d'un financement renforcé, la province a posé les bases essentielles d'une gouvernance de l'éducation plus transparente, responsable et efficace. Le défi consiste désormais à maintenir cette dynamique afin que chaque décision budgétaire, chaque choix politique et chaque effort de suivi rapproche le Tanganyika d'une éducation de qualité pour tous les enfants.

Vous pouvez visionner un reportage en français sur l'atelier [ICI](#).

CME BUZZ

Février - mars 2026



Un centre de jeunesse en Guinée lance une formation destinée aux « gouvernements d'enfants » dans les écoles publiques

La Maison des Jeunes, un centre pour la jeunesse situé à Kankan, en Guinée, a accueilli le lancement officiel d'un programme de formation destiné aux « gouvernements d'enfants » issus de plusieurs écoles publiques de la ville. Cette initiative rassemble des représentants élus des enfants, des enseignants, des responsables de l'éducation et des acteurs de la société civile afin de renforcer la participation significative des enfants à la gouvernance scolaire et à la vie communautaire. Elle répond aux défis persistants du système éducatif, notamment la participation limitée des élèves à la prise de décision, les préoccupations relatives à la protection et à la sécurité dans et autour des écoles, ainsi que la nécessité de promouvoir les valeurs civiques auprès des jeunes.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Au cours de cette formation, les jeunes représentants se familiarisent avec les principes fondamentaux de la citoyenneté, du leadership démocratique et de la responsabilité. Ils acquièrent des compétences pratiques en matière de communication, de prise de parole en public et de plaidoyer, et apprennent à identifier les problèmes qui affectent leur environnement scolaire – qu'il s'agisse de violence, de harcèlement, de discrimination fondée sur le genre, de mauvaises conditions d'hygiène, d'absentéisme ou d'un dialogue insuffisant entre l'école et la communauté. À travers des jeux de rôle et des travaux de groupe, les participants apprennent à consulter leurs pairs, à hiérarchiser les enjeux et à présenter des propositions constructives à la direction de l'établissement et aux autorités locales.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Les intervenants lors du lancement ont souligné que les « gouvernements d'enfants » ne sont pas des structures symboliques, mais des espaces où les filles et les garçons peuvent exercer leurs droits, prendre confiance en eux et proposer des idées pour améliorer la qualité et l'inclusivité de l'éducation. Dans un contexte où de nombreux enfants sont encore confrontés à des obstacles tels que la surpopulation des salles de classe, le manque de matériel pédagogique et des normes sociales qui limitent le leadership des filles, ces mécanismes contribuent à remettre en question les stéréotypes et à promouvoir une responsabilité partagée pour le bien-être à l'école. Les autorités locales et les partenaires considèrent donc ce programme comme un investissement stratégique dans le leadership des jeunes et la cohésion sociale, susceptible d'inspirer des initiatives similaires dans d'autres écoles et préfectures à travers la Guinée.



CME BUZZ

Février - mars 2026

Numérisation de l'éducation : bilan du projet « GénérationDigital ! » de la GIZ

Le Réseau ivoirien pour la promotion de l'éducation pour tous (RIP-EPT) a organisé un atelier de bilan réunissant des dirigeants syndicaux, des responsables de l'éducation et des acteurs clés de la région d'Agnéby-Tiassa. La réunion, présidée par N'goran Antoinette, directrice régionale de l'Éducation nationale à Agboville, a mis en évidence le rôle central du développement professionnel continu dans l'accompagnement des enseignants et du personnel éducatif, alors que les salles de classe se numérisent de plus en plus.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Dans son allocution d'ouverture, Agohi-Oka Koffi André, président du Comité régional du RIP-EPT, s'est félicité du soutien apporté par la Direction régionale de l'Éducation nationale, qu'il a qualifié d'essentiel à la mission du réseau. Le président du conseil d'administration du RIP-EPT, Gnelou Paul, a rappelé que la Côte d'Ivoire s'efforce depuis 2016 de mettre en place un système éducatif plus équitable et inclusif, en mettant particulièrement l'accent sur les technologies de l'information et de la communication en tant que moteurs de l'innovation, de l'amélioration de l'apprentissage et d'une meilleure gestion des écoles.

Représentant le préfet de la région, le secrétaire général Séka Fidèle a souligné l'impact positif des récentes initiatives de formation sur le système éducatif et a encouragé une collaboration étroite entre tous les acteurs afin de pérenniser ces acquis.

L'atelier visait à évaluer les résultats du projet « GénérationDigitale ! » soutenu par la GIZ, à identifier les lacunes restantes et à proposer de nouvelles mesures pour faire progresser la numérisation de l'éducation. À travers ce processus, le RIP-EPT et ses partenaires réaffirment leur engagement à construire un système éducatif accessible, pertinent et tourné vers l'avenir pour tous les apprenants en Côte d'Ivoire.

CME BUZZ

Février - mars 2026



COSYDEP Sénégal : De la justice fiscale mondiale à l'action locale en faveur de l'éducation publique

Promouvoir les droits humains dans les règles fiscales mondiales

Lors de la toute première réunion africaine consacrée à la Convention-modèle des Nations Unies sur la coopération fiscale internationale, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya), le directeur exécutif du COSYDEP, Cheikh Mbow, s'est exprimé au nom de la GCE et de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale afin de garantir que l'éducation figure bien à l'ordre du jour. Il a exhorté les États membres à aligner leurs systèmes fiscaux sur leurs obligations en matière de droits humains et à mentionner explicitement, dans la Convention, le financement de services publics de qualité, en particulier l'éducation, la santé et la protection sociale. Pour le COSYDEP, la coopération fiscale internationale doit être un levier de transformation sociale garantissant les droits à l'éducation, à la santé, à l'eau, à l'alimentation et au logement pour tous.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Réagir aux inondations à Matam et assurer la protection des enfants et la continuité de l'apprentissage

À la suite des graves inondations qui ont touché Matam, le COSYDEP a appelé à la mise en place de mesures urgentes en matière de sécurité et de protection de l'enfance, ainsi que de mesures concrètes visant à garantir la continuité de l'apprentissage. L'organisation plaide en faveur de solutions éducatives alternatives, d'un système de soutien scolaire fondé sur la solidarité, d'infrastructures adaptées, de la construction de digues de protection et de mécanismes solides de prévention et de gestion des crises.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Renforcement des compétences numériques : formation du CNDES à Rufisque

Dans le cadre de l'initiative du CNDES visant à promouvoir les compétences numériques des élèves et à encourager l'esprit scientifique, le COSYDEP a organisé une session de formation à l'intention des responsables pédagogiques à Rufisque les 15 et 16 février 2026. Cette formation aide les acteurs de terrain du secteur éducatif à s'adapter à un système éducatif en pleine transformation numérique et scientifique, dans le but d'améliorer la qualité de l'apprentissage.

CME BUZZ

Février - mars 2026

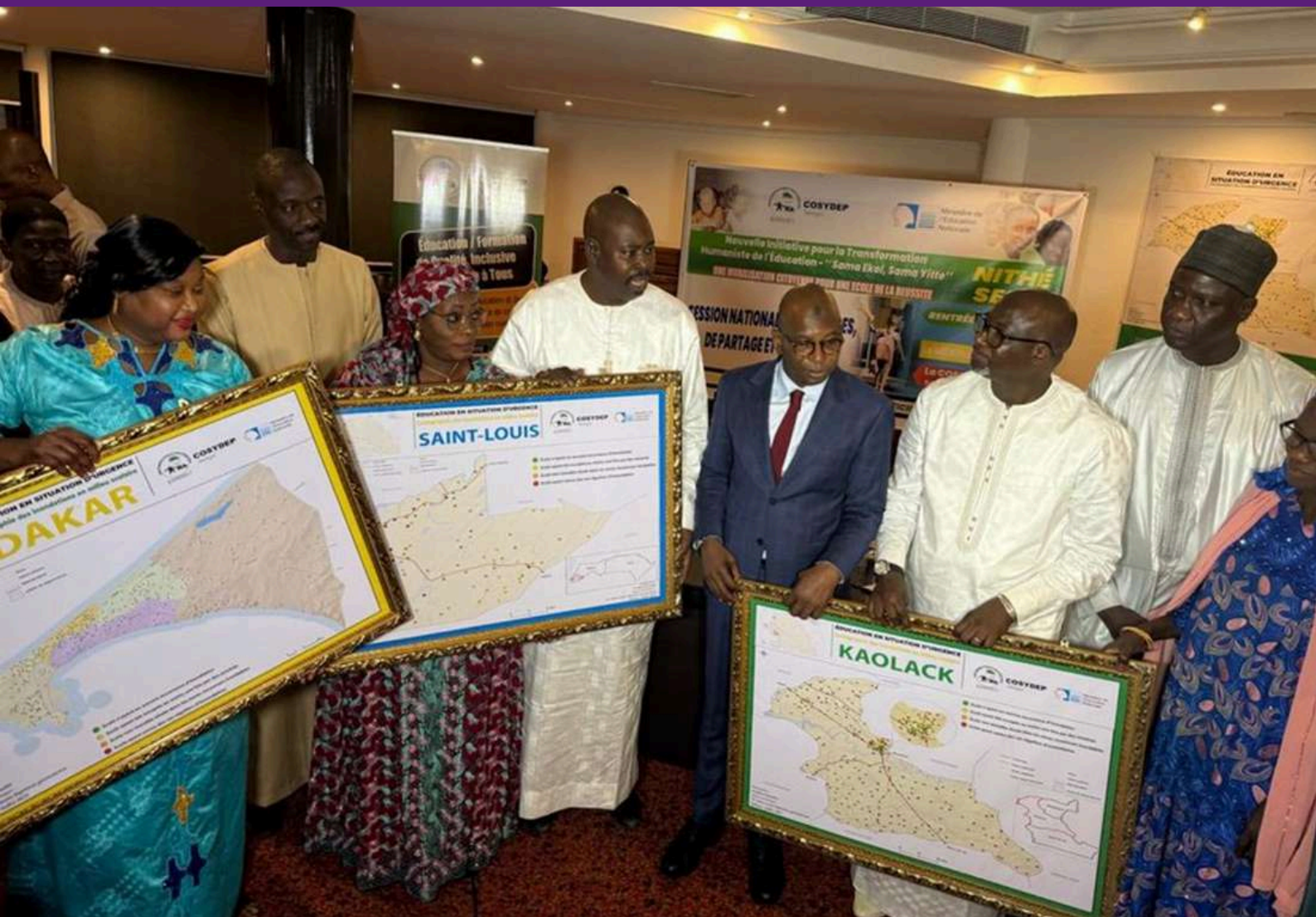


Faire face aux turbulences du système éducatif par le dialogue

Dans un contexte marqué par des défis persistants en matière de qualité, d'équité et de gouvernance, le COSYDEP a lancé une table ronde interactive réunissant diverses parties prenantes, notamment le gouvernement, les syndicats du G7, les associations de parents d'élèves et les élèves. Ce forum a permis un échange ouvert de points de vue et l'élaboration conjointe de réponses aux crises actuelles, contribuant ainsi à un renouveau de la concertation, au rétablissement de la confiance et à une recherche commune de solutions pour un système scolaire plus stable et plus inclusif.

CME BUZZ

Février - mars 2026



« Sama Ekol, Sama Vitte » : une nouvelle vision humaniste de l'éducation
En partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et des organisations de la société civile, le COSYDEP soutient une nouvelle initiative visant à la transformation humaniste de l'éducation : « Sama Ekol, Sama Vitte » (« Mon école, mon avenir »). Un forum national sur le thème « L'engagement citoyen pour des écoles qui favorisent la réussite » a été organisé afin de créer un espace dédié au dialogue et à la planification collaborative sur les priorités du secteur, les contributions de la société civile et les actions conjointes, dans le but de mieux préparer une année scolaire 2025-2026 plus inclusive.

CME BUZZ

Février - mars 2026

GCE et ses partenaires se mobilisent pour défendre le droit à l'éducation au Soudan

Dans un contexte de conflit persistant, le Soudan connaît l'une des crises éducatives les plus graves au monde, et pourtant l'une des moins médiatisées. Les écoles ont été endommagées, occupées ou transformées en centres d'accueil. Des millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes ont été brusquement et illégalement privés d'accès à l'éducation. Malgré l'ampleur et la gravité de cette crise, le Soudan reste largement absent de l'attention politique mondiale et des actions de plaidoyer internationales. Les attaques contre l'éducation, l'utilisation militaire des écoles, le non-paiement des enseignants et l'entrave à l'accès humanitaire constituent de graves violations du droit international.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Le 17 février 2026, la Campagne mondiale pour l'éducation (GCE), en collaboration avec ses membres – la Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) et la Coalition soudanaise pour l'éducation pour tous – ainsi qu'avec ses partenaires INEE et le Cluster Éducation du Soudan, a organisé un webinaire de plaidoyer visant à :

- Mettre en lumière l'ampleur des abus et des violations du droit à l'éducation dans le contexte de la guerre et des déplacements de population actuels.
- Faire entendre la voix et relayer les expériences vécues par les enseignants, les chefs d'établissement et les éducateurs locaux travaillant dans des conditions extrêmement difficiles.
- Fournir des données et des analyses actualisées basées sur les rapports du Cluster Éducation.
- Discuter des responsabilités nationales et internationales en matière de protection du droit à l'éducation des enfants.
- Promouvoir l'action collective, une meilleure coordination et un soutien durable au secteur de l'éducation au Soudan.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Depuis l'escalade du conflit entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) en avril 2023, le pays a connu des déplacements massifs de population, une destruction généralisée des infrastructures et l'effondrement quasi total des services de base, notamment dans le domaine de l'éducation. Des communautés entières ont été déracinées ; les écoles ont été endommagées, occupées ou transformées en abris, et la scolarité de millions d'enfants a été interrompue, aucune des deux parties ne semblant accorder la priorité au retour des élèves à l'école.

- On estime que 17 à 19 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés ou ont vu leur scolarité interrompue. Moins d'un tiers des écoles ont rouvert leurs portes, et 8 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés. Cette crise a frappé un système éducatif déjà fragile.
- Au moins 10 400 écoles sont fermées ou non fonctionnelles en raison de l'insécurité, des destructions, de l'occupation ou du manque d'enseignants. Plus de 2 000 écoles sont actuellement utilisées comme abris pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). L'éducation formelle est totalement absente dans l'ouest et le sud du pays.

CME BUZZ

Février - mars 2026



- Dans 10 États, les enseignants n'ont reçu qu'une partie de leur salaire depuis le début de la guerre en avril 2023. Dans 8 États, ils n'ont pas été payés du tout, ce qui compromet gravement la capacité du système à retenir du personnel éducatif qualifié.
- Plus de 45 % de la population, soit plus de 21 millions de personnes, souffrent de graves pénuries alimentaires. Dans le Darfour-Nord, plus de la moitié des jeunes enfants souffrent de malnutrition – l'un des taux les plus élevés jamais enregistrés dans le monde.
- Les enseignants et les élèves subissent un traumatisme profond, mais les enseignants ne disposent que d'une formation ou d'un soutien limité pour répondre aux besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial dans les salles de classe et les espaces d'apprentissage.
- Les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée, confrontées à des risques accrus de violences sexuelles et sexistes, ainsi qu'à l'exclusion de l'éducation.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Call to Action

PROTECT EDUCATION NOW!

A Call to Action to Uphold the Right to Education in Sudan

Briser le silence : appel à l'action

Dans le but de briser le silence qui entoure la crise de l'éducation, un appel à l'action a été rédigé par une large coalition d'organisations de la société civile solidaires du peuple soudanais, et présenté lors du webinaire par le président de la CME et le secrétaire général de l'ACEA, Refat Sabbat. Cet appel met en avant les voix des éducateurs et des communautés soudanais et mobilise un soutien international durable pour exiger une action urgente et coordonnée visant à promouvoir la dignité et à mettre fin au déni systématique du droit à l'éducation pour des millions de personnes au Soudan.

Les besoins en matière d'éducation sont immenses et ne cessent de croître, mais les éducateurs soudanais continuent de faire preuve d'une résilience extraordinaire, enseignant dans des espaces improvisés, des sites de déplacement ou dans des conditions mettant leur vie en danger. Leurs efforts ne peuvent toutefois se substituer à la responsabilité de l'État ni à la responsabilité internationale (Appel à l'action). Pour plus d'informations sur la crise, veuillez consulter la [page web de l'INEE consacrée à la crise au Soudan](#).

CME BUZZ

Février - mars 2026

Investir dans l'éducation des filles au Togo

L'éducation reste l'un des outils les plus puissants pour faire progresser les droits des femmes et libérer tout le potentiel d'un pays. Parmi les nombreux droits dont jouissent les femmes, le droit à l'éducation occupe une place centrale, car il ouvre la voie à la santé, à la prospérité et à l'égalité. Le plaidoyer de la Coalition nationale togolais pour l'éducation pour tous en faveur de l'éducation des filles montre à quel point un investissement stratégique dans ce domaine peut avoir des effets transformateurs sur les communautés et le développement national.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Dans les salles de classe du Togo, on peut voir les fruits de cet engagement : des garçons et des filles apprenant côte à côte, se forgeant ainsi les chances d'un avenir meilleur. L'éducation des filles ne se limite pas à leur transmettre des connaissances et des compétences ; elle contribue à briser le cercle vicieux de la pauvreté, à mettre fin aux mariages précoces et à renforcer le pouvoir de décision des femmes. Lorsque les femmes sont éduquées, elles apportent résilience, ingéniosité et durabilité à leurs foyers et à leurs communautés. Comme le soulignent de nombreux dirigeants communautaires, les femmes sont souvent les gardiennes des ressources et des traditions familiales. Lorsqu'elles sont autonomisées par l'éducation, elles assurent une gestion rigoureuse et la préservation des biens communs et de la richesse, en investissant dans ce qui profite aux familles, aux communautés et à la nation dans son ensemble.

CME BUZZ

Février - mars 2026

Consciente de ce potentiel, la Coalition nationale togolais pour l'éducation pour tous s'est positionnée comme un partenaire clé du gouvernement, en promouvant des politiques visant à améliorer les résultats scolaires des filles. La coalition plaide en faveur d'un cadre clair de suivi et de soutien, axé sur la participation communautaire. Les associations de parents jouent un rôle essentiel, notamment en impliquant plus activement les mères dans les comités scolaires. Leur présence dans ces instances contribue à instaurer la confiance, à maintenir les filles à l'école et à renforcer le message selon lequel l'éducation est une priorité familiale partagée. Lorsque les jeunes filles voient leurs mères s'impliquer dans la vie scolaire, elles sont plus enclines à persévérer dans leurs études malgré les pressions sociales.



CME BUZZ

Février - mars 2026



Au niveau politique, les efforts nationaux ont également permis de réaliser des progrès tangibles. Le gouvernement a supprimé les frais de scolarité et d'examen pour les garçons comme pour les filles, éliminant ainsi l'un des principaux obstacles à l'accès à l'éducation. Cette mesure offre aux enfants les plus vulnérables, en particulier aux filles, une chance équitable de poursuivre leur scolarité. De plus, la création de centres locaux de formation technique et professionnelle a élargi les possibilités offertes aux jeunes femmes d'acquérir des compétences pratiques et de se construire des moyens de subsistance durables.

Investir dans l'éducation des filles est un investissement stratégique pour l'avenir. Cela renforce les économies, réduit les inégalités et consolide le tissu social de sociétés entières. Comme le montre l'expérience du Togo, lorsque les gouvernements, les communautés et les familles s'unissent pour soutenir l'éducation des filles, ils posent les bases d'une nation plus forte et plus équitable.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Mettre en place des systèmes éducatifs résilients dans la région arabe

La Campagne arabe pour l'éducation pour tous (ACEA) et les coalitions qui la composent ont connu un début d'année 2026 très chargé, en animant des dialogues régionaux, des réformes nationales et des initiatives communautaires qui ont placé le droit à l'éducation au cœur du débat public. Leur action a porté sur l'éducation dans les situations d'urgence, la formation des adultes, la citoyenneté numérique et le soutien psychosocial, témoignant à la fois de l'urgence et de l'esprit d'innovation nécessaires pour relever les défis éducatifs.

CME BUZZ

Février - mars 2026



تعقيب وميسرة اللقاء

د. وحيد جبران

منسق تعاونية التعليم في حالات الطوارئ الإقليمية



أيمن الخليل - سوريا
مستشار نقفي في حماية وصون الأطفال



د. عبد البديع الددا - لبنان
استشاري ادارة وتطوير مشاريع وسياسات



أ. سناء نجار - فلسطين
معلمة علوم، طالبة دكتوراه القيادة والإدارة التربوية



أ.د. منير رضوان - فلسطين
أستاذ المناهج وطرق التدريس بجامعة الأقصى، خبير واستشاري الإرشاد والصحة النفسية.

Dialogue régional et renforcement des connaissances

Le 10 février 2026, l'ACEA a organisé un webinar régional sur l'éducation en situation d'urgence, qui a mis en avant les expériences des pays arabes touchés par des crises et a souligné comment les enseignants et les communautés ont maintenu l'apprentissage malgré les difficultés. Il a également donné lieu à des discussions sur la citoyenneté numérique et l'identité dans les espaces éducatifs arabes, abordant les risques en ligne, les opportunités d'engagement constructif et la nécessité de partenariats plus solides dans le domaine des médias éducatifs.

Le réseau a approfondi les discussions sur les politiques grâce à des webinaires consacrés aux politiques éducatives et à la gouvernance dans la région arabe, en mettant l'accent sur la souveraineté des connaissances et les approches participatives de la réforme. Parallèlement, le 14 mars 2026, la série de dialogues sur les connaissances de l'ACEA consacrée à la philosophie islamique arabe a établi un lien entre les traditions intellectuelles historiques et les enjeux sociaux et éducatifs contemporains.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Palestine : résilience, formation des adultes et jeunesse

En Palestine, la Coalition palestinienne pour l'éducation a organisé une conférence nationale à Ramallah le 16 février 2026 sur l'éducation à la résilience et au développement durable, mettant l'accent sur l'éducation en situation d'urgence, la transformation numérique et la justice sociale. Elle a également animé des ateliers sur l'avenir de la formation des adultes, notamment sur les stratégies visant à renforcer les centres d'apprentissage communautaires et à élargir l'accès aux groupes marginalisés.

Le développement des enseignants et l'engagement des jeunes ont été des priorités récurrentes : des formations en ligne ont porté sur les compétences de vie, la communication et les pratiques en classe, tandis qu'une campagne numérique sur la perte d'apprentissage chez les jeunes a utilisé de courtes vidéos pour promouvoir les compétences de vie et l'apprentissage au-delà de la scolarité formelle. D'autres sessions ont exploré le rôle des centres communautaires dans l'éducation transformatrice et examiné les obstacles politiques, sociaux et économiques au droit à l'éducation.

CME BUZZ

Février - mars 2026



Stratégies nationales, financement et IA

Le 3 mars 2026, la société civile jordanienne a pris part au lancement d'un nouveau plan stratégique pluriannuel pour l'éducation visant à améliorer la qualité et à mener à bien des réformes. Le Réseau jordanien pour l'éducation pour tous a complété cette initiative en formant les participants au dialogue sur les politiques d'éducation inclusive et en soutenant des processus de réforme davantage fondés sur des données factuelles et participatifs.

Ailleurs dans la région, un atelier organisé au Caire a abordé la question du financement de l'éducation dans un contexte de changements socio-économiques, en mettant l'accent sur les liens entre le financement, les priorités de développement, les partenariats et l'apprentissage tout au long de la vie. L'éducation des adultes a également occupé le devant de la scène grâce à un webinaire intitulé « Apprendre pour la vie », qui a présenté l'éducation des adultes comme un outil d'autonomisation économique et de développement communautaire, ainsi qu'à une formation régionale sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les établissements et programmes d'éducation des adultes.

CME BUZZ

Février - mars 2026

الشبكة العربية للتربية
الائتلاف العربي للشعبية
LEBANESE COALITION FOR EDUCATION
ARAB NETWORK FOR POPULAR EDUCATION (ANPE)

يسرنا دعوتكم للمشاركة في الاجتماع الثاني بعنوان:

ارتاح بصوت عال

وذلك عبر منصة زوم
يوم الأربعاء 25 آذار 2026
عند الساعة السادسة مساءً بتوقيت بيروت

يتضمن اللقاء برنامجًا تفاعليًا يضم أنشطة هادفة ومشاركات من أعضاء الائتلاف التربوي، تتمحور حول الدعم النفسي والاجتماعي وتبادل الخبرات والممارسات في هذا المجال.

يسرنا حضوركم ومشاركاتكم القيمة.

Soutien psychosocial et solidarité régionale

Le 25 mars 2026, une réunion interactive intitulée « Relax Out Loud » a réuni des éducateurs afin de partager leurs expériences, leurs stratégies d'adaptation et leurs approches pratiques en matière de soutien psychosocial dans des contextes difficiles. Des coalitions au Liban, au Soudan, en Palestine et dans d'autres pays ont également accordé une attention particulière au bien-être et au soutien psychosocial à travers des sessions de sensibilisation et des webinaires de plaidoyer.

Parallèlement, des webinaires de plaidoyer sur la crise de l'éducation au Soudan et des sessions de sensibilisation sur l'éducation dans les situations d'urgence et l'éducation transformatrice ont mis en évidence l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les systèmes éducatifs de la région. Toutes ces initiatives avaient pour fil conducteur la solidarité régionale et l'action coordonnée de la société civile visant à protéger le droit à l'éducation des enfants, des jeunes et des adultes dans toute la région arabe.

CME BUZZ

Février - mars 2026



GLOBAL CAMPAIGN FOR
EDUCATION
www.campaignforeducation.org
FÉVRIER-MARS 2026

février-mars 2026

Le numéro de février-mars 2026 de GCE Buzz met en lumière la manière dont notre mouvement mondial fait progresser le droit à l'éducation face à des crises qui se recourent, en mettant particulièrement l'accent sur une éducation transformatrice ...

 Global Campaign for Education

GCE Buzz est disponible sur le site web de GCE à l'adresse suivante : www.fr.campaignforeducation.org